

Marxisme et géographie politique

Claude Raffestin

Volume 29, Number 77, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021723ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021723ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Raffestin, C. (1985). Marxisme et géographie politique. *Cahiers de géographie du Québec*, 29(77), 271–281. <https://doi.org/10.7202/021723ar>

Article abstract

The combination of marxist concepts with « spatialism » in geographical analysis has not given rise to any original form of marxist geography. In fact, Marx's lesson must be sought within his law of profit. From the latter, can be drawn the idea for a law of power based on the concepts of energy and information. To the same extent that the formula M-C-M' (money-commodity-money) can enliven economic geography, the formula I-E-I' (information-energy-information) should enliven political geography.

MARXISME ET GÉOGRAPHIE POLITIQUE

par

Claude RAFFESTIN

*Département de géographie
Université de Genève, Suisse*

RÉSUMÉ

La combinaison de concepts marxistes et du « spatialisme » dans l'analyse géographique n'a pas conduit à une géographie particulièrement marxiste et originale. La leçon de Marx, il faut la prendre dans sa loi du profit qui peut inspirer la conceptualisation d'une loi du pouvoir à partir des concepts d'énergie et d'information. Si la formule A-M-A' (argent-marchandise-argent) peut nourrir une géographie économique, la formule I-E-I' (information-énergie-information) peut nourrir une géographie politique.

MOTS-CLÉS: **Marxisme en géographie, échange, géographie politique, État, énergie, information.**

ABSTRACT

Marxism and Political Geography

The combination of marxist concepts with « spatialism » in geographical analysis has not given rise to any original form of marxist geography. In fact, Marx's lesson must be sought within his law of profit. From the latter, can be drawn the idea for a law of power based on the concepts of energy and information. To the same extent that the formula M-C-M' (money-commodity-money) can enliven economic geography, the formula I-E-I' (information-energy-information) should enliven political geography.

KEY WORDS: **Marxism in geography, exchange, political geography, State, energy, information.**

*
* *

LE PROBLÈME DU MARXISME EN GÉOGRAPHIE

Peu après l'année du centenaire de la mort de Marx, il n'est pas possible, ni non plus souhaitable, d'aborder le thème « marxisme et géographie politique » sans l'ironie nécessaire qui doit garantir une certaine liberté de pensée. Il n'y a dans cette remarque aucune polémique ni non plus aucune dérision. Je veux dire seulement qu'à la mort de Marx, en 1883, la pensée dispose d'une théorie de la destruction de l'État, alors que 14 ans plus tard, en 1897, Ratzel fonde la géographie politique moderne sur le concept d'État! Dès lors, le rapprochement de la géographie politique et du marxisme ne peut manquer de susciter des interrogations multiples.

On peut d'abord penser que la géographie politique, depuis la fin du XIX^e siècle, a évolué — ce qui est le cas — et qu'elle n'est plus exclusivement fondée sur l'État. Pourtant, même si l'on substitue à l'État le pouvoir politique, je ne crois pas que l'on soit plus avancé car, dans la perspective de la fin du siècle dernier, « État » et « pouvoir politique » sont des expressions synonymes sinon équivalentes. Quoi qu'il en soit la contradiction du rapprochement n'en demeurerait pas moins puisque Marx a également élaboré, sinon une théorie, du moins les linéaments d'une théorie de l'abolition du pouvoir politique. Il est loisible d'évoquer d'autres incompatibilités entre géographie politique et marxisme, comme par exemple le fait que l'une est fortement marquée par une problématique morphofonctionnelle, alors que l'autre s'enracine dans une problématique rationnelle sur laquelle je reviendrai ultérieurement. Cette problématique peut d'ailleurs être projetée sur la géographie politique mais alors c'est toute la géographie qui s'en trouve affectée. Sans doute est-ce une conséquence du point de vue de la totalité, caractéristique du marxisme. Ce point de vue, en effet, ne peut pas laisser intact le reste de la géographie. Je veux dire par là qu'on ne peut pas s'engager dans une perspective marxiste à propos d'une branche de la géographie sans se référer à un système géographique nourri par le marxisme dans son ensemble, sans se référer donc à une théorie géographique sous-tendue par le marxisme.

Mais, en fait, on se trouve dans la littérature géographique en face de trois grands courants possibles. Le premier est celui de la géographie classique sur lequel ont été greffés des concepts marxistes, surtout en ce qui concerne la géographie économique, et jusqu'en 1950 les choses n'ont pas été bien différentes de ce qu'elles ont été en histoire. Pourtant, qu'on le veuille ou non, le privilège accordé aux motifs économiques dans l'explication de la géographie n'est pas révélateur d'une géographie marxiste. Je ne suis pas certain, mais pas du tout, que l'on puisse dire de Pierre George et de ses élèves qu'ils ont élaboré une géographie humaine marxiste. Le deuxième courant est celui de la nouvelle géographie caractérisée par un effort de formalisation et de quantification qui a considérablement modifié, du point de vue méthodologique, la géographie. Enfin, il y a un troisième courant, en liaison avec le deuxième, qui s'est développé aux États-Unis et dans les pays anglophones et qu'on peut qualifier de « Radical Geography ». Je dis en liaison avec le deuxième car les « radicaux » sont aussi des quantitatifs. Cela nécessite quelques commentaires qui n'ont rien de superflu. Les quantitatifs les plus cohérents ont compris que la formalisation intéressait le plan méthodologique mais pas celui de la problématique qui pouvait demeurer à peu près identique à ce qu'il était dans la géographie classique. C'est pourquoi des auteurs comme David Harvey et Richard Peet, pour ne citer que ceux-là, ont cherché du côté du marxisme une théorie sociale leur permettant de surmonter certaines des contradictions des années soixante. Je laisse de côté les événements majeurs de cette époque aux États-Unis, mouvement des droits civils et guerre du Vietnam, qui ont indiscutablement favorisé certaines prises de conscience.

Cela dit, les « itinéraires marxistes » en géographie sont beaucoup plus nombreux et dépendant des lectures que les uns et les autres ont fait de Marx. Ces lectures « disent symptomatiquement ce qu'ont cherché en Marx et en Hegel les gens de telle période, de telle fraction politique » (Lefebvre, 1974, p. 210). Dès lors nous avons plusieurs niveaux de lecture et d'action entre lesquels se manifestent des écarts. Dans ces conditions, le marxisme est tout à la fois un moment de la pensée universelle et un moment de la pensée individuelle. Mais c'est aussi, ce qui complique singulièrement les choses, un moment de l'action puisque les deux tiers de l'humanité « sont instruits dans une doctrine qui, à tort ou à raison, s'appelle marxiste » (Aron, 1967, p. 144). Il y a donc des écarts non seulement entre les niveaux de lecture mais encore entre les niveaux d'action.

L'EXPROPRIATION DE MARX

C'est pourquoi, je me sens très proche de R. Fossaert lorsqu'il écrit :

« Toute prétention à la propriété de Marx est infondée. Ou, pour le dire en d'autres termes, *Marx est sans cesse à exproprier pour cause d'utilité publique*. ... Marx est inappropriable, il est dans le domaine public. Un mouvement politique peut se dire marxiste et il peut même le dire à bon droit, s'il trouve ses références chez Marx et dans l'une des lignées issues de Marx ; mais sitôt qu'il prétend être seul marxiste, ou seul vrai marxiste, son discours perd, sur ce point, toute signification scientifique et devient une manifestation idéologique, a-scientifique, à combattre comme telle » (Fossaert, 1977, p. 25).

Je crois qu'il faut toujours garder en mémoire le paradoxe d'Henri Lefebvre : « Marx n'a pas lu "*Le Capital*" — Pourquoi ? — Parce qu'il l'a écrit » (Lefebvre, 1974, p.218). C'est nous qui le lisons mais nous ne faisons que le lire. Alors n'inférons pas de nos lectures une prétention à l'appropriation. Je ne suis pas marxiste et pour moi Marx n'a aucun caractère sacré. Son œuvre est pour moi, comme dirait Foucault, une « boîte à outils ». Elle l'est d'ailleurs aussi pour ceux qui se proclament marxistes mais la plupart répugnent à le confesser. Cet aveu étant fait, je peux donc me permettre une série de réflexions qu'il m'importe peu qu'on qualifie de naïves car mon objectif est de comprendre le « labyrinthe marxiste » construit par les commentateurs favorables ou défavorables.

La polémique déclenchée par le courageux article de Paul Claval (1977) dans *l'Espace géographique* est pour moi très révélatrice du caractère labyrinthe des commentaires marxistes. Je ne partage ni la position de Claval ni celle du collectif de chercheurs de Bordeaux qui lui a répondu. Pourquoi ? Parce que Claval n'a pas compris qu'il était vain de chercher une géographie chez Marx, surtout à partir de sa propre conception, ce que Cor Van Beuningen a dénoncé comme un « spatialisme » complètement étranger à Marx, ce dernier s'étant d'ailleurs toujours refusé à formuler des modèles qui n'auraient pu être qu'utopiques. Claval révèle très clairement son incompréhension en écrivant que : « l'apport du marxisme à la réflexion spatiale nous semble ainsi fait de paradoxes et de contradictions » (Claval, 1977). Néanmoins, cela ne justifie ni la suffisance ni l'insuffisance de la réponse du collectif de Bordeaux. C'est une réponse de caractère « théologique » dans laquelle on renvoie Claval à ses erreurs, à ses hérésies conceptuelles (confusion entre valeur et forme de la valeur) et à cette fameuse division ville-campagne qu'il n'aurait pas vue dans *Le Capital*. Bien sûr qu'elle y est cette distinction mais elle n'a pas le sens que lui donne le collectif de Bordeaux car ce qui fonde l'opposition ville-campagne ce n'est pas une différence morphologique mais bien la division du travail : « Toute division du travail développée qui s'entretient par l'intermédiaire de l'échange des marchandises a pour base fondamentale la séparation de la ville et de la campagne » (Marx, 1965, p. 894). Mais ville et campagne, chez Marx, sont moins des catégories géographiques que des catégories sociologiques signifiées par des systèmes de relations :

« De même qu'elle (la bourgeoisie) a subordonné la campagne à la ville, elle a assujéti les pays barbares et demi-barbares aux pays civilisés, les nations paysannes aux nations bourgeoises, l'Orient à l'Occident » (Marx, 1965, p. 894).

Bref, Marx est pour Claval *un moment* de la pensée parmi d'autres, et il a tort ; Marx est pour le collectif de Bordeaux *le moment* de la pensée, et il a également tort. Claval ne voit en Marx que le résultat d'une convergence entre philosophie allemande, économie politique anglaise et socialisme utopique français, en fait une sorte de syncrétisme dont il s'efforce de montrer les contradictions tandis que le collectif de Bordeaux voit en Marx une espèce d'Athéna sortie du cerveau de Zeus tout armée et

casquée, donc définitivement achevée. Claval n'a pas accordé suffisamment d'attention au point de vue de la totalité tandis que le collectif de Bordeaux ne voit que cela.

Il n'y a pas de position moyenne dans les débats polémiques et je ne m'exposerai pas au ridicule d'en chercher une. Le mérite de la polémique a été de mettre en évidence l'actualité de Marx pour les sciences de l'homme et particulièrement pour la géographie humaine qui, longtemps après l'histoire et la sociologie, semble avoir compris qu'il y avait une intersection à regarder de près, de très près, entre la réflexion de Marx et l'évolution contemporaine. Alors que tous les grands courants de la pensée de Montesquieu à Weber en passant par Comte, Tocqueville, Durkheim et Pareto n'informent notre pensée actuelle qu'à travers des fragments, des éléments et des concepts détachés de leur contexte, la pensée marxiste «tend à une interprétation d'ensemble des sociétés modernes, mises à leur place dans le cours de l'histoire universelle» (Aron, 1967, p. 9). C'est le caractère de théorie générale, la visée de la totalité, qui fonde l'actualité du marxisme :

«... poser la totalité comme catégorie essentielle se réfère à une pratique d'un tout autre ordre ; car nous rompons du même coup avec la stricte rationalité de la connaissance pour nous interroger sur la relation de l'homme à la société prise comme un tout» (Sebag, 1964, p. 58).

Mais le noyau même de cette théorie est d'actualité, à savoir les rapports économiques que Marx a développés dans son matérialisme historique et dont il a trouvé la confirmation dans *Ancient Society* de Morgan. On sait que les notes prises par Marx, à l'occasion de cette lecture, ont été reprises par Engels pour écrire, en 1884, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (Godelier, 1973, p. 61). Enfin et surtout, l'intersection majeure de Marx avec l'actualité contemporaine est qu'il est un penseur de la technique :

«Tout» dérive de la Nature, certes, puisque c'est elle qui devient nature humaine productrice ; cependant «tout» dérive de la Technique également car c'est elle qui permet aux hommes de saisir le monde naturel» (Axelos, 1961, p. 97).

En reliant la grande division du travail matériel et du travail spirituel à la séparation de la ville et de la campagne, Marx a opposé le lieu de l'élaboration de la technique au lieu de la non-élaboration de la technique. Et l'on sait bien, par les historiens, que c'est dans la ville que sont apparues, presque simultanément, ces deux inventions majeures : l'écriture et la métallurgie. Ce sont deux inventions qui permettront aux hommes de saisir le monde naturel.

Sur le strict plan de la connaissance Marx «met fin au dualisme réifié entre être et devoir-être, entre réalité empirique et utopie. Il lutte donc tout autant contre l'empirisme collé aux choses que contre l'utopisme qui le survole» (Bloch, 1982, p. 212). La fin de ce dualisme est l'essence même de la technique caractéristique de notre époque mais, malgré cela, «le marxisme ne signifie pas renoncement à l'anticipation (fonction utopique) ; il est le novum d'une anticipation concrète s'attachant au processus» (*ibid.*). Qui dit processus dit rapport ou relation. Toute la pensée marxiste s'appuie sur des systèmes de rapports ou de relations : relations entre exploitation, domination et hégémonie, relations entre formation économique, formation politique et formation idéologique à travers la formation sociale.

La relation a obsédé tout le système de Marx :

«Lorsque Marx a voulu découvrir pour l'exposer le fonctionnement de la société existante, il n'est pas remonté vers l'originel, il n'a pas pris pour départ des récits historiques, des

comptes-rendus d'événements. Il est parti de cette abstraction d'une "subtilité théologique", la marchandise. Il a montré en elle un acte qui implique une *relation*» (Lefebvre, 1977, p. 19).

La première phrase du *Capital* est d'une prémonition géniale: «La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste *s'annonce* comme une "immense accumulation de marchandises"» (Marx, 1965, p. 561). Remarque prémonitoire car si Marx parle de fer, de papier, de toile, etc., aujourd'hui tout est devenu «marchandise» et dès lors tout acte implique bien une relation. Lefebvre ne s'y est pas trompé :

« Les échangistes apportent une réalité organique, leurs corps, leurs mains, plus leurs outils et leurs produits (...). Ce contact, qui apporte une information à chacune des parties, les modifie. Il y a fonction d'une énergie organique et d'une énergie informationnelle» (Lefebvre, 1977, p. 19).

Nietzsche, dans *La généalogie de la morale*, a fait écho à Marx car c'est bien aussi dans les plus anciennes et les plus primitives relations que se trouve l'origine du sentiment du devoir et de l'obligation personnelle. Mais Nietzsche rejoint Marx quand il écrit :

« Fixer des prix, estimer des valeurs, imaginer des équivalents, échanger — tout cela a préoccupé à un tel point la pensée primitive de l'homme qu'en un certain sens ce fut la pensée *même* : ... » (Nietzsche, 1964, p. 96-97).

La relation apparaît véritablement chez Nietzsche comme un fondement, comme un point originel à partir duquel s'élabore toute organisation sociale.

La relation n'est donc pas une notion nouvelle mais là où le matérialisme

« ne voit que la chose, le produit, en omettant et l'activité productrice et les rapports hautement complexes, "l'idéalisme" retient la communication verbale, la relation entre "sujet" et "objet", le discours » (Lefebvre, 1977, p. 20).

Pour l'analyse marxiste l'échange se présente comme unité (totalité) de trois moments ou dimensions :

« Glissement hors de la conscience du rapport social entre les "sujets", les "échangistes"... Accord entre les "échangistes" qui prend une forme, celle de l'argent en même temps que la forme d'un contrat ou quasi-contrat, tantôt stipulé par écrit, tantôt oral... Contrainte inhérente à l'échange, impliquée dans l'acceptation, en raison de l'inégalité des termes » (*ibid.*).

Pourquoi cette polarisation sur la relation d'échange ? Parce que c'est le moyen de remonter jusqu'au fondement de la réalité sociale, « cette superposition d'échanges matériels, d'échanges intellectuels par le langage et d'échanges affectifs par les sentiments et passions que la rencontre déchaîne et enchaîne » (*ibid.*)

Dans la trame ainsi constituée par le réseau des échanges circule le pouvoir qui est inhérent à toute relation dont l'égalité est, en fait, absente. Au contraire, « il y a égalisation de l'inégal, donc violence inhérente à l'acte » (*ibid.*). Lefebvre a fort bien mis en évidence que la relation a toujours un contenu mais que son côté formel s'affirme et se déploie au-dessus des contenus : les contenus se représentent mais les formes agissent (*ibid.*, p. 24). Le théorème de Lefebvre est que l'égalisation de l'inégal et l'équivalence du non-équivalent sont fondement du pouvoir en général et du pouvoir politique en particulier (Raffestin, 1980). Finalement on découvre que le pouvoir en tant qu'il circule dans chaque relation ne peut pas être épuisé par une instance singulière.

Dès lors, si l'on pose le problème des rapports possibles entre géographie humaine — catégorie englobant la géographie politique — et marxisme, je ne crois pas qu'il faille partir des éléments constitutifs de la théorie marxiste qui ne peuvent être que *plaqués* sur la géographie. Cette procédure de placage ne peut conduire qu'à des distorsions, des contradictions et des confusions comme l'a révélé le débat dans *l'Espace géographique*. Ce que Marx nous enseigne dès les premières pages du *Capital*, c'est qu'il faut partir d'une problématique relationnelle, autrement dit qu'il faut identifier, comme il le fait avec la « marchandise », les relations pertinentes qui caractérisent les différentes instances qui ne dénotent pas, comme le dit très justement Fossaert (1977, p. 31), un niveau du réel mais un aspect de sa représentation.

LA DIFFICULTÉ D'UNE GÉOGRAPHIE HUMAINE MARXISTE

À mon sens, c'est là que réside la plus grande difficulté d'une géographie humaine marxiste. Pourquoi ? Parce que l'histoire de la géographie contemporaine nous montre toute la confusion qui règne entre les termes « réel » et « représentation du réel ». En effet, la nature même de ce sur quoi le géographe travaille lui fait croire qu'il est dans le réel alors qu'il n'en élabore qu'une représentation. Dans ces conditions, le géographe — le géographe classique en tout cas — répugne à une reconstruction à partir de concepts abstraits qui, en apparence, mais en apparence seulement, l'éloignent du concret immédiat. La situation est quelque peu différente pour l'historien, le sociologue et l'économiste pour lesquels le « réel » ne se présente pas immédiatement sous la forme d'un « paysage ». L'écueil du géographe est paradoxalement le réel immédiatement dévoilé qui inhibe la prise de conscience de représentation. D'ailleurs, le géographe n'utilise pas ce terme mais parle de description. Ainsi, se forme une identité, réel = description, qui oppose une résistance farouche à la pensée marxiste dans l'exacte mesure où celle-ci dévoile des processus relationnels qui entrent en contradiction avec la préoccupation morphologique du spatialisme. C'est ce que Cor van Beuningen a bien montré dans le débat de *l'Espace géographique* :

« Ainsi, l'espace n'est pas seulement un produit (aménagé) comme construction matérielle, mais il est aussi un "produit" dans le sens que chaque formation sociale donne sa propre signification concrète à tous les "faits" prétendus spatiaux, comme l'étendue, les ressources naturelles et la distance » (Cor van Beuningen, 1979, p. 263).

Qu'en est-il de la géographie politique et d'éventuelles relations pertinentes pouvant la caractériser ? Mais avant de s'engager dans cette réflexion, faut-il, sans doute, situer cette géographie politique que Brian Berry a qualifiée de « bras mort ». Aussi ancienne que la géographie, elle n'a pourtant acquis un statut scientifique qu'à la fin du XIX^e siècle avec Ratzel, statut remis en cause par la géopolitique et les utilisations des régimes fascistes et nazis. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale elle est marginale, encore que depuis une dizaine d'années des travaux de valeur l'illustrent. Elle ne fait pas l'objet d'une commission à l'UGI. Bras mort donc ! Peut-être moins qu'on le pense car si elle est peu illustrée quantitativement sous son nom, elle sous-tend de nombreuses études de géographie humaine qui touchent les problèmes de domination, de justice dans la ville, de ségrégation, de mouvements révolutionnaires, de mouvements de contestation, etc... Il y aurait donc une géographie politique officielle, institutionnelle et une géographie politique clandestine, masquée... et finalement active. Que sont certains travaux de Bunge, de Harvey, de Peet, de Lacoste et de beaucoup d'autres sinon des illustrations de cette géographie politique clandestine ? En réponse au « bras mort » de Berry, Pounds a parlé de marécage dans

lequel Berry pourrait bien tomber. C'est peut-être ce qui est en train d'arriver car la diffusion du politique et du pouvoir dans toute la géographie se réalise sans qu'on s'en rende compte avec l'influence de la « Radical Geography » et de groupes comme ceux qui travaillent à Toulouse, à Bordeaux autour de Bataillon et de Lacoste, à Paris, ou en Italie, en Espagne, en Suisse romande, etc.

On notera d'ailleurs que ces groupes et ces auteurs font une place tout à fait particulière au marxisme ou du moins à certains de ses apports. Une tentative récente, celle de Peter J. Taylor, a été faite pour trouver un cadre matérialiste à la géographie politique. Celui-ci s'est expliqué sur sa tentative : « The paradox to emerge is that a "political geography without politics" (Johnston, 1980) has evolved to become the "most apolitical part of human geography" (Taylor, 1977) » (Taylor, 1982, p. 15-34). Taylor a raison de dire qu'il ne suffit pas de s'orienter vers l'étude des conflits ou les opérations de l'État pour renouveler le caractère « politique » de la géographie politique.

Taylor part de la *political economy* dans le cadre de laquelle il cherche « to develop a critical perspective on the topics commonly studied by political economy structure » (*ibid.*). En outre, Taylor accepte la relative autonomie de l'État et la dynamique de l'accumulation du capital. La position de Taylor est classique pour les marxistes qui ne pensent pas qu'une géographie politique soit possible compte tenu de ce qu'a expliqué Marx à propos de l'État et du pouvoir politique qui doivent disparaître à terme. Mais il y a là quelque chose de particulièrement étonnant puisque l'idée de l'impossibilité d'une géographie politique est la conséquence du caractère téléologique du marxisme. Alors je pose la question. Peut-on employer le marxisme et ses outils et laisser de côté sa téléologie qui condamne, au nom d'un futur qui n'appartient à personne, l'étude de pans entiers de la réalité ? Le marxisme, au plan de la connaissance, met l'accent sur les processus et non pas immédiatement sur les résultats ; il est une critique avant d'être une construction.

Taylor complète son cadre matérialiste par le système de la « geographical scale as an organizing principle » dont le point de départ est « the world-economy » et le point d'arrivée est l'urbain en passant par le national (*ibid.*). Encore que les échelles nationale et urbaine doivent être interprétées dans la perspective globale dans la mesure où la « world-economy » correspond à la « reality », le « nation-state », à l'« ideology » et le « urban » à « experience » (*ibid.*). Sur le plan horizontal les mêmes catégories sont mises en relation respectivement avec « periphery-exploited », « semi-periphery-exploiter and exploited » et « care-exploiter ». Ce « political geography framework » doit être, selon Taylor, appliqué au système dans lequel nous vivons, à savoir le capitalisme. Par ailleurs, Taylor récupère les différentes catégories marxistes parmi lesquelles les modes de production. Laissons Taylor conclure :

« In conclusion this paper has attempted to achieve two major objectives. One has been to utilize geographical scale as an organizing principle in such a way as to emphasize the relations between the scales, while the other has sought to place political geography within a political economy framework, materialistically based on the capitalist world-economy. The result has been the political economy of scale described above » (*ibid.*).

La tentative de Taylor, que j'ai choisie parce qu'elle est récente, fournit un cadre qui en vaut bien d'autres mais je demeure réservé à son endroit dans la mesure où elle suit une méthode de projection « moléculaire ». Je dois, c'est évident, m'expliquer. Le système conceptuel que nous a légué Marx est composé de « molécules » avec les différentes formations économique, politique et idéologique qui sont reprises, réinterprétées, réajustées et finalement injectées dans différents tissus disciplinaires. Pourtant

le système marxiste, je l'ai dit et le redis, n'est pas sorti sans analyse du cerveau de Marx. Or cette analyse procède d'une problématique qui est mise en œuvre par une méthodologie au cœur de laquelle on trouve les relations M-A-M et A-M-A'. Il s'agit bien évidemment de relations économiques et non pas politiques. Pourtant, K. Axelos, dans une analyse très remarquable, a posé le problème :

« La matière et le contenu économiques et les modes de production ne se séparent point aisément des formes et des organisations politiques. Forces économiques et puissance politique ne sont pas reliées entre elles comme une base réelle et une superstructure idéaliste. Les grands événements historiques non-économiques ne constituent pas seulement des organisations organisant un organisme : ils sont constitutifs et organiques » (Axelos, 1961, p. 164).

Dans cette hypothèse on peut se demander quelles sont les relations pertinentes en matière politique et on peut chercher à appliquer une analyse « atomique », celle de la relation, pour approcher le politique. Ici, j'aimerais revenir sur une idée fondamentale de Marx que prolonge la pensée d'Axelos :

« La plus grande division du travail matériel et du travail spirituel, c'est la séparation de la ville de la campagne. L'opposition entre la ville et la campagne commence avec le passage de la barbarie à la civilisation, du régime des tribus à l'État, de la localité à la nation et se poursuit à travers toute l'histoire de la civilisation jusqu'à nos jours » (*ibid.*, p. 101-102).

Cela signifie que le rapport ville-campagne est basé sur l'échange d'énergie et d'information. Le travail matériel de la campagne produit de l'énergie (cristallisée ou condensée) tandis que le travail spirituel produit de l'information dans la ville. On l'a dit plus haut, la ville est le lieu de l'élaboration de la technique qui permet aux hommes de saisir le monde naturel... mais peut-être bien aussi la société :

« La technique secoue de plus en plus toutes les routines politiques et s'apprête peut-être à abolir la politique en tant que politique ; elle en accaparerait alors les tâches, sans pour cela déboucher nécessairement dans le monde que Marx envisagera en des termes un peu trop idylliques et harmonieux » (*ibid.*, p. 235-236).

Que produisent l'État et ses appareils ? De l'information essentiellement sous différentes formes ! Les règles, règlements, lois, plans, projets, etc. sont de l'information produite par les appareils d'État. La fameuse formule A-M-A' dans laquelle $A' = A + \Delta A$, « c'est-à-dire égale à la somme primitivement avancée plus un excédent. Cet excédent ou ce surcroît je l'appelle plus-value » (Marx, 1965, p. 696). C'est la non moins fameuse transformation en capital. La séparation de la ville et de la campagne n'a pas seulement précipité la division du travail, la propriété mobilière et les conditions formatrices du capital mais elle a entraîné aussi « la nécessité de l'administration et de la politique en général » (Axelos, 1961, p. 161). Or cette administration s'est mise à produire de l'information tel le droit pour ne citer que l'exemple le plus ancien et le plus connu. C'est-à-dire que parallèlement à la production d'une plus-value économique, il y a eu création d'une plus-value politique. Si nous reprenons les termes utilisés plus haut à savoir énergie (E) et information (I), je peux poser la formule I-E-I' dans laquelle $I' = I + \Delta I$. Le marchand ou l'industriel accumule du capital monétaire tandis que l'administrateur accumule de l'information. S'il est évident que l'administration et le politique sont des créations qui dérivent de l'économie, elles s'autonomisent ensuite et s'opposent à la logique du développement des forces productives (*ibid.*). À la plus-value monétaire (énergie cristallisée) du capitaliste s'oppose la plus-value informationnelle du politique. Dès lors la politique et l'État apparaissent comme des puissances aliénées, mais, aussi alinéantes (*ibid.*, p. 156).

Mais l'État n'est pas seul à chercher à organiser la société. Il y a encore tout l'ensemble des pouvoirs qui constitue la société civile considérée par opposition à l'État, mais non comme une séparation rigoureuse d'avec l'État. Toute organisation fonctionne sur le mode de l'accumulation d'information.

Dans la formulation que je propose, si A-M-A' est révélatrice de l'économique, I-E-I' serait révélatrice du politique. Étant entendu que le caractère dérivé du politique n'est pas marqué puisque la ponction de E est nécessairement faite dans l'économie alors qu'il y a «autonomisation» d'une relation, d'un réseau de relations dans lequel circule le pouvoir qui se dévoile par son information organisatrice. Pour employer une expression non-marxiste empruntée à Serres (1980, p. 51), l'information parasite la production. Le parasite capte une énergie et la paie en information. Quelles sont les conséquences de cette macro-relation pour une possible géographie politique ?

Cette macro-relation caractérise les appareils : appareils d'État, appareil militaire, appareil policier, appareil financier, appareil des affaires économiques, appareil judiciaire et juridique, appareil des affaires étrangères, appareil des affaires locales, appareil ecclésial, appareil des associations, appareil de l'édition, appareil de l'assistance, appareil de la recherche, etc. (Fossaert, 1977) Pour utiliser une terminologie que j'ai déjà employée, je dirai que ces appareils peuvent être assimilés à des acteurs syntagmatiques, dont les objectifs peuvent être simples ou complexes, mais qui tous cherchent à réaliser une plus-value informationnelle (Raffestin, 1980). Leurs «interrelations» et leurs «intrarelations» constituent la trame d'un réseau qui enserre la population et le territoire. Plus précisément encore, tous ces appareils dont l'action se déroule dans une enveloppe spatio-temporelle marquent l'espace et le temps dans lesquels se déroule l'existence sociale. Ils sont localisés et localisables, situés et situables ; ils combinent des ressources et des codes ; ils poursuivent des stratégies.

POUR UNE GÉOGRAPHIE DES APPAREILS

Une géographie politique renouvelée par l'analyse marxiste pourrait être justement une géographie des appareils en tant qu'ils saisissent la société dans son rapport informationnel avec elle-même, en tant qu'il y a organisation informationnelle de la société par elle-même. Il ne s'agit pas de dire que cette nouvelle géographie politique a pour objet l'information car alors il s'agirait seulement d'un nouveau thème à injecter dans l'ancienne mais bien au contraire d'explicitier la relation informationnelle des appareils. Certains ont pu écrire que la nature de l'information a changé depuis une dizaine d'années (Mattelart et Piemme, 1983, p. 115). Je ne le pense pas. Elle n'a tout simplement pas été prise en compte dans un système conceptuel. Mais il est vrai que l'on peut parler d'une industrie de l'information comme aux États-Unis et ailleurs. A. Mattelart et J.-M. Piemme (*ibid.*) ont proposé des repères pour un débat politique sur la communication, repères qui intéressent tout autant l'économie que la politique. L'information joue un rôle auquel Marx ne pouvait pas avoir pensé mais que l'analyse marxiste, analyse critique par excellence, peut intégrer.

Les trois moments ou dimensions de l'échange matériel dont il a été question plus haut se retrouvent dans l'échange informationnel qui constitue la relation politique. À la loi du profit qui dérive de A-M-A', il faut ajouter la loi du pouvoir qui dérive de I-E-I'.

La société informationnelle (comme il y a eu une société hydraulique) s'impose à l'échelle mondiale et induit peut-être un nouveau despotisme non pas oriental mais occidental. Je crois que dans la perspective de Marx, penseur de la technique, il y a

une nouvelle géographie politique, axée sur la plus-value informationnelle, à développer.

Les échelles dont il a été question avec Taylor, dans une large mesure, conservent leur pertinence mais, à mon sens, le problème est déplacé du côté des invariants territoriaux : les mailles, les nœuds et les réseaux. Invariants parce qu'à toutes les époques de l'histoire on les retrouve présents dans toute production territoriale. Mais alors que dans les civilisations traditionnelles l'importance relative, en ordre décroissant, s'établissait comme suit : mailles, nœuds, réseaux ; dans les civilisations marquées par la modernité, l'ordre d'importance relative est complètement renversé : réseaux, nœuds, mailles. Dans les civilisations traditionnelles, le contrôle des nœuds et des réseaux passait par la domination des mailles, éléments producteurs par excellence. Actuellement, la domination passe par la possession des réseaux. Tous les appareils peuvent être analysés en termes de réseaux. Lorsque Marx a écrit son œuvre, réseau de circulation et réseau de communication étaient encore pratiquement confondus : les informations empruntaient les mêmes réseaux que les marchandises et contrôler les unes c'était contrôler les autres.

L'avènement des réseaux spécialisés, circulation d'un côté et communication de l'autre, a contribué à modifier les rapports de pouvoir. Par la multiplicité des réseaux, on s'assure le contrôle des nœuds et des mailles. Ces invariants territoriaux, invariants dans le sens qu'ils sont toujours présents, sont repérables à toutes les échelles et par conséquent sont «transcalaires». Dès lors, la pratique et la connaissance que les appareils ont des invariants territoriaux renseignent sur leur stratégie et sur la nature de leurs relations avec la société au travers de l'information.

Si l'on admet l'idée de la loi du pouvoir fondée sur la plus-value informationnelle, il est loisible de définir une nouvelle géographie politique comme *l'explication critique de la pratique et de la connaissance qu'ont les appareils des invariants territoriaux dans la perspective de l'accumulation d'information*. Mais il convient d'ajouter à cela l'explication critique de la résistance qu'opposent à ces appareils des mouvements révolutionnaires. Les luttes auront de plus en plus comme enjeu l'accès et le partage de l'information.

Il y a peut-être là, le moyen d'éviter le «spatialisme» qui, comme j'ai eu l'occasion de le dire, est certainement en contradiction flagrante avec la pensée marxiste. Le danger du spatialisme est le fait qu'il tend à voir dans l'étude des agencements territoriaux une fin en soi alors que ceux-ci ne sont que des systèmes de relations cristallisés pour la compréhension desquels une théorie générale comme le marxisme est nécessaire. Une géographie «marxiste», et les guillemets sont ici d'importance, ne saurait être une tentative faite de placage mais au contraire une élaboration de type quasiment axiomatique en prenant en compte des relations pertinentes.

Dans cette direction, il convient de faire une place à Jean-Marie Miossec qui, dans *Espace et Pouvoir, la localisation des forces de décision dans le monde : esquisse de géographie politique théorique*, a explicitement posé ce problème des réseaux :

«L'internationalisation favorise la multiplication des lieux de production et de distribution et le resserrement de la décision dans quelques nœuds privilégiés : une organisation de l'espace à plusieurs réseaux se dessine alors» (Miossec, 1976, p. 165).

Miossec distingue trois réseaux : production, diffusion, décision. Il montre, par ailleurs, que les contacts entre ces trois réseaux se font d'une manière incomplète par la ville ou la capitale. En somme, il reconnaît implicitement que ce sont les réseaux

plus que les nœuds qui imposent leur logique. Il finit par le dire clairement en conclusion :

« Au total, ce sont donc les liaisons et les images, la communication et l'iconographie, qui constituent les éléments explicatifs structurants. Et, au-delà de leurs rapports actuels ou passés, ce sont leurs tendances et leur souplesse qu'il convient d'étudier » (Miossec, 1976, p. 175).

Cela revient à dire que le processus de « territorialisation-déterritorialisation » et « reterritorialisation » est commandé par l'information et la communication. Or ce processus est en contradiction avec l'idée classique de la région et de la régionalisation :

« la variation de l'information est l'écueil de la régionalisation car celle-ci est faite sur la base de taxonomies qui prennent en compte des éléments dont la valeur est déterminée extrinsèquement en fonction d'un espace d'information qui est en même temps un espace de transformation » (Raffestin, 1984).

À l'espace matériel, au territoire produit se superpose un espace abstrait d'information générateur de transformations et vecteur de modifications. La relation entre espace concret et espace abstrait par la médiation des acteurs et des systèmes de réseaux est certainement une voie d'analyse possible pour une géographie politique s'appuyant sur la problématique marxiste.

SOURCES CITÉES

- ARON, Raymond (1967) *Les étapes de la pensée sociologique*. Paris, Gallimard.
- AXELOS, Kostas (1961) *Marx penseur de la technique*. Paris, Éditions de Minuit, tome I.
- BEUNINGEN, Cor Van (1979) Le marxisme et l'espace chez Paul Claval. Quelques réflexions critiques pour une géographie marxiste. *L'Espace géographique*, 4 : 262-271.
- BLOCH, Ernst (1982) *Le principe espérance, II. Les épures d'un monde meilleur*. Paris, Gallimard.
- CLAVAL, Paul (1977) Le marxisme et l'espace. *L'Espace géographique*, VI (3) : 145-164.
- COLLECTIF de chercheurs de Bordeaux (1977) À propos de l'article de Paul Claval « Le marxisme et l'espace ». *L'Espace géographique*, VI (3) : 165-177.
- FOSSAERT, Robert (1977) *La société. Une théorie générale*. Paris, Seuil, tome I.
- GODELIER, Maurice (1973) *Horizon, trajets marxistes en Anthropologie II*. Paris, Maspero.
- LEFEBVRE, Henri (1974) *Marx. Histoire de la Philosophie 3*. Paris, Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade.
- _____ (1977) *De l'État, 3. Le mode de production étatique*. Paris, Union générale d'éditions.
- MARX, Karl (1965) *Œuvres, Économie I*. Paris, Gallimard.
- MATTELART, Armand et PIEMME, Jean-Marie (1983) Vingt-deux repères pour un débat politique sur la communication. *Les nouvelles chaînes*. Genève, Cahiers de l'institut universitaire d'études du développement.
- MIOSSEC, Jean-Marie (1976) Espace et pouvoir. La localisation des forces de décision dans le monde : esquisse de géographie politique théorique. *L'Espace géographique*, 3 : 165-175.
- NIETZSCHE, Frédéric (1964) *La généalogie de la morale*. Paris, Gallimard.
- RAFFESTIN, Claude (1980) *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- _____ (1984) Territorialisation, Déterritorialisation, Reterritorialisation et information. *Regione. Regionalizzazione*. Milano, Franco Angeli, p. 69-82.
- SEBAG, Lucien (1964) *Marxisme et structuralisme*, Paris, Payot.
- SERRES, Michel (1980) *Le parasite*, Paris, Grasset.
- TAYLOR, Peter J. (1982) A Materialist Framework for Political Geography. *Transactions*. 7(1) : 15-34.